

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUMIRIKO Rubber Compounding France

Usine des Caillots
BP 101
58300 Decize

Références : 250503
Code AIOT : 0005401335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement SUMIRIKO Rubber Compounding France implanté Usine des Caillots BP 101 58300 Decize. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de :

- l'action régionale sécheresse qui a pour objectif de vérifier que les mesures de restriction prises vis-à-vis de la situation de sécheresse dans le département sont bien prises en compte par les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- l'action nationale 2025 relative à la sobriété hydrique qui a pour objectif de poursuivre les travaux engagés auprès des 16 installations ayant les plus gros prélèvements d'eau sur la région Bourgogne-Franche-Comté.

Le référentiel réglementaire pour la présente visite est le suivant :

- arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),

- arrêté-cadre départemental n°58-2023-05-30-00001 du 30/05/2023 sur les mesures de préservation quantitative de la ressource en eau dans le département de la Nièvre,
- arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13/07/2007, modifié, autorisant la société WOCO DECIZE à exploiter des installations de production de mélanges élastomériques, de pièces anti-vibratoires, de pièces caoutchouc, de manchons compensateurs sur le territoire de la commune de Decize,
- arrêté préfectoral n° 58-2023-06-23-00046 du 23/06/2023 portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des prélèvements d'eau des installations exploitées par la société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE sur son site implanté sur le territoire de la commune de Decize.

Les installations de la société SUMIRIKO Rubber Compounding France sont situées dans la zone de gestion "Loire Amont", dont la situation durant l'été 2025 (période faisant l'objet de la visite) et à la date de la visite était la suivante :

- franchissement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral du 02/07/2025 qui est entré en vigueur le lendemain de sa publication,
- franchissement du seuil d'alerte constaté par arrêté préfectoral du 08/08/2025 qui est entré en vigueur le lendemain de sa publication,
- franchissement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral du 03/09/2025 qui est entré en vigueur le lendemain de sa publication,
- levée des restrictions par l'arrêté préfectoral du 10/09/2025 qui est entré en vigueur le lendemain de sa publication.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUMIRIKO Rubber Compounding France
- Usine des Caillots BP 101 58300 Decize
- Code AIOT : 0005401335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUMIRIKO est spécialisée dans la fabrication de pièces élastomériques et de dissolution (caoutchouc mis en solution dans différents types de solvants). L'entreprise est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007, modifié. Le site est exploité depuis 1942. L'entreprise a employé jusqu'à près de 800 salariés à Decize dans les années 70-80, et en emploie actuellement environ 90 (sur deux entités, une dédiée à la production "SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE" : environ 40 salariés ; une dédiée à la R&D : 50 salariés). La société ANVIS, qui était locataire d'une partie du site, a déménagé en début d'été 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réduction des prélèvements/con-sommations	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Registre	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Diagnostic des consommations et	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	étude technico-économique			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats lors de la visite, réalisée dans le cadre de l'action régionale relative à la sécheresse et de l'action nationale relative à la sobriété hydrique, mettent en évidence que :

- l'exploitant n'a pas effectué les relevés quotidiens du compteur de prélèvement des eaux entre le 01/08/2025 et le 31/08/2025.
- cela ne permet pas de connaître précisément les volumes hebdomadaires prélevés, toutefois l'analyse des données disponibles comme le volume prélevé sur le mois d'août 2025 et les périodes d'arrêt des installations mettent en évidence que la réduction du prélèvement de 10 % prévu par l'arrêté préfectoral cadre n'a pas été respectée durant la deuxième quinzaine d'août.
- Le diagnostic des consommations et l'étude technico-économique d'optimisation et de réduction des prélèvements d'eau transmis par l'exploitant en 2023 ne contiennent pas les informations/éléments prévus par l'arrêté préfectoral du 23/06/2023 susmentionné. Des compléments sont nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Mesures dérogatoires relatives aux usages industriels Des dérogations aux restrictions peuvent être accordées, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires, pour : <ul style="list-style-type: none"> • des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives relatives à la gestion de la ressource en eau prévue dans les autorisations administratives ; • des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau ;

<ul style="list-style-type: none"> des activités avec des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile ; des activités avec des motifs impérieux de sécurité de l'outil industriel.
<p>Constats :</p> <p>La société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE n'a pas sollicité de dérogation aux restrictions imposées en 2025 en application de l'arrêté préfectoral cadre du 30/05/2023 susmentionné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réduction des prélèvements/consommations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Usages industriels</p> <p>Si la consommation est supérieure à 1 000 m³ par an : Réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage à grande eau), sauf impératif sanitaire, maintien de la sécurité</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Champ d'application de l'arrêté</u></p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant lors de la visite, les eaux utilisées au sein des installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> sont prélevées dans le réseau d'eau potable pour les besoins sanitaires du personnel ; les eaux souillées issues de cet usage sont rejetées dans le réseau d'eaux usées communal ; sont pompées dans la nappe d'accompagnement de l'Aron pour les besoins en eau des installations de l'atelier « mixing » (seul atelier utilisant de l'eau, celle-ci étant utilisée uniquement pour le refroidissement des machines) ; ces eaux de refroidissement sont rejetées dans l'Aron (en amont de la localisation du point de prélèvement dans la nappe d'accompagnement). Ces informations ont été confirmées par l'exploitant par courriel du 22/10/2025. <p>L'exploitant indique que les machines nécessitant les volumes d'eau de refroidissement les plus importants sont les mélangeurs internes.</p> <p>L'arrêté préfectoral cadre ne donne pas de définition ni de modalités de calcul de la consommation. Les définitions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 et les précisions apportées par la note d'application du 13/08/2024 de cet arrêté ministériel peuvent utilement être prises en compte. Il en ressort que lorsque le prélèvement a lieu dans la nappe d'accompagnement du cours d'eau dans lequel le rejet est réalisé, il convient de considérer que la consommation est égale au volume prélevé, car la cinétique des phénomènes en jeu ne permet pas de garantir que les volumes rejetés dans le cours d'eau réalimentent intégralement la nappe d'accompagnement</p>

du cours d'eau.

Au vu de ces éléments, la consommation d'eau des installations de la société SUMIRIKO est égale au volume prélevé dans la nappe d'accompagnement de l'Aron.

Selon les déclarations GEREP de l'exploitant, les éléments présentés durant la visite et les éléments transmis par courriel du 22/10/2025, les volumes prélevés lors des années précédentes sont :

- 2018 :
 - réseau d'eau potable : 4 755 m³
 - Nappe d'accompagnement de l'Aron : 771 518 m³
- 2019 : 775 785 m³
- 2020 : 703 573 m³
- 2021 : 648 527 m³
 - réseau d'eau potable : 4 809 m³
 - nappe d'accompagnement de l'Aron : 643 718 m³
- 2022 : 669 085 m³
 - réseau d'eau potable : 4 665 m³
 - nappe d'accompagnement de l'Aron : 664 420 m³ ; l'exploitant précise que l'une des pompes de prélèvement a été en panne plusieurs mois en 2022, ce qui a nécessité d'utiliser une pompe dont le débit n'est pas variable, ce qui a nécessité de pomper plus que le volume strictement nécessaire pour refroidir les installations, le volume prélevé en surplus étant rejeté dans l'Aron ;
- 2023 : 555 825 m³
- 2024 : 646 637 m³
 - réseau d'eau potable : 3 799 m³
 - nappe d'accompagnement de l'Aron : 642 838 m³

A la date de la visite, le prélèvement pour 2025 dans la nappe d'accompagnement de l'Aron était de 415 593 m³.

La consommation d'eau des installations de la société SUMIRIKO est supérieure à 1 000 m³/an, les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre du 30/05/2023 lui sont donc applicables.

Moyenne hebdomadaire

L'exploitant indique qu'il a calculé la moyenne hebdomadaire pour l'année 2024 en calculant la moyenne annuelle des consommations journalières (prélèvement annuel de 642 838 m³ divisé par 365 jours/an = 1 761 m³/j) et en la ramenant sur une semaine (de 7 jours), soit une moyenne hebdomadaire de 12 328 m³.

Interrogé par l'inspection sur les raisons de prendre en compte 365 j/an et de ramener le calcul sur une semaine de 7 jours alors que les installations sont arrêtées environ 4 semaines/an, l'exploitant indique que cela est justifié par le fait que les installations prélèvent de l'eau même lorsqu'elles sont à l'arrêt, notamment car des vannes (manuelles) du process ne sont pas fermées, mais également car cela évite le dépôt de boues dans le réseau d'eau industrielle. Ce prélèvement est compris entre 25 et 30 m³/h, soit environ 600 m³/j à 720 m³/j.

Au-delà du fait que ces prélèvements lorsque les installations à l'arrêt sont particulièrement importants, la valeur calculée n'appelle pas d'observation dans son ordre de grandeur, dans la mesure où le volume total prélevé en 2024 divisé par 52 semaines donne un volume moyen hebdomadaire prélevé de 12 362 m³ (sans la valeur forfaitaire de 5 % que l'arrêté ministériel permet de prendre en compte pour la sécurité des installations et à la protection de l'environnement).

La valeur à prendre en compte pour le prélèvement après la réduction de 10 % prévue en période d'alerte par l'arrêté préfectoral cadre est donc de 11 095 m³/semaine.

Réduction des prélèvements

L'exploitant indique avoir sensibilisé son personnel lors des franchissements de seuil au-travers d'une communication sur les écrans situés dans les différents locaux de la société.

Durant la période d'alerte sur laquelle porte l'inspection, qui a été franchie du 09/08/2025 au 04/09/2025, l'exploitant indique que les installations ont été à l'arrêt du 04/08/2025 au 18/08/2025 pour l'arrêt annuel. L'activité a repris avec 3 équipes au lieu de 5 en semaine 34 (du 18/08/2025 au 24/08/2025), et avec 5 équipes en semaine 35 (du 25/08/2025 au 31/08/2025).

Par ailleurs, l'exploitant indique que le compteur a été relevé au début et à la fin du mois d'août, mais qu'il n'y a pas eu de relevé au cours du mois (cf. point de contrôle « registre ») du fait de la période de congés.

Cette absence de relevés durant le mois d'août ne permet pas de connaître les volumes prélevés durant la période où une réduction des volumes prélevés était applicable. **La seule information disponible est que le prélèvement (qui est égale à la consommation) durant le mois d'août a été de 36 547 m³.**

Par conséquent, seule une analyse qualitative peut être réalisée au regard des informations fournies par l'exploitant durant la visite, à savoir que :

- les installations ont été à l'arrêt du 04/08/2025 au 18/08/2025, soit globalement 2 semaines sur les 4 constituant le mois d'août. Avec un prélèvement de 600 m³/j à 720 m³/j lorsque les installations sont à l'arrêt, il peut être estimé que le volume consommé sur cette période d'arrêt a été de l'ordre de 4 500 m³/semaine à 5 000 m³/semaine, ce qui est inférieur au volume de 11 095 m³/semaine correspondant à la moyenne hebdomadaire calculée par l'exploitant réduite de 10 %
- les installations ont fonctionné environ 2 semaines sur les 4 constituant le mois d'août. Si on déduit le volume de 9 000 m³ à 10 000 m³ estimé ci-dessus du volume prélevé sur le mois d'août, le volume consommé sur ces 2 semaines peut être estimé de l'ordre de 26 500 m³ à 27 500 m³, soit une consommation hebdomadaire moyenne pouvant être estimée de 13 250 m³/semaine à 13 750 m³/semaine, ce qui est supérieur à la moyenne hebdomadaire calculée par l'exploitant.

NON-CONFORMITÉ : Au vu de ces éléments, et même si les données disponibles ne permettent pas de déterminer précisément les volumes hebdomadaires consommés, il apparaît que la réduction du prélèvement d'eau de 10 % prévu par l'arrêté préfectoral cadre en période d'alerte n'a pas été respectée par la société SUMIRIKO sur une partie du mois d'août 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En prévision des prochains épisodes d'étiage, il est demandé à l'exploitant de calculer son volume de référence par la méthode décrite dans la note d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (version de la note : 13 août 2024 / p9 à 12).

Selon cette méthode, le calcul du volume de référence doit être effectué en prenant en compte le nombre de jours en fonctionnement normal d'activité, hors période d'aléas technique, d'incident, de restriction, d'arrêt de maintenance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Tenue d'un registre hebdomadaire des prélèvements
Constats : <u>NON-CONFORMITÉ :</u> Selon les déclarations de l'exploitant et les éléments présentés lors de la visite, le compteur sur le prélèvement d'eau a été relevé le 01/08/2025 puis le 31/08/2025, il n'y a pas eu de relevé entre ces deux dates.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Diagnostic des consommations et étude technico-économique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : La société SUMIRIKO ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions définies au présent arrêté pour les installations qu'elle exploite sur son site de DECIZE : <u>Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction</u> L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ainsi qu'une étude technico-économique de réduction de ces consommations. Ce diagnostic et cette étude technico-économique doivent permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la nappe. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de crise hydrologique dont le niveau de gravité est défini selon les seuils de surveillance : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise. Plus précisément, le diagnostic doit permettre de déterminer : <ul style="list-style-type: none">• les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des dispositifs de pompage, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;• les quantités d'eau indispensables aux processus industriels et au refroidissement des installations ;• les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels et au refroidissement mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;• les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et de refroidissement et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;

- la possibilité d'existence de pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;
- la possibilité d'avoir davantage recours à l'utilisation de l'eau de pluie selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ;
- toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, notamment des baisses de débit du milieu récepteur ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimal du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau.

L'analyse à effectuer doit permettre la mise en place :

- des actions d'économie d'eau, notamment par :
 - suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise,
 - recyclage plus poussé de l'eau,
 - réutilisation de l'eau d'une activité pour une autre activité,
 - utilisation accrue de l'eau de pluie,
 - modification de certains modes opératoires,
 - réduction des activités.
- des limitations, voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu des eaux industrielles, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée ;
- les modalités de fonctionnement en cas de sécheresse sévère.

Dans cette analyse doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter en toute période les consommations d'eaux de toute nature et les rejets aqueux dans le milieu d'eaux industrielles (hors refroidissement) des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique.

Les actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique.

Pour l'année 2023, le diagnostic de consommation et l'étude de réduction sont réalisés avant le 31 mai 2023, et transmis à l'inspection des installations classées.

Chaque année, l'inspection des installations classées appréciera, en fonction des enjeux locaux et des modifications apportées aux installations, la nécessité d'actualiser le diagnostic de consommation ainsi que l'étude de réduction.

Constats :

Par courriel du 27/03/2024, l'exploitant a indiqué que 2 études ont été conduites :

1/ évolution de la boucle existante : pas de possibilité de réduction de consommation au regard de l'installation existante, l'étude s'est orientée vers la création d'une boucle de refroidissement fermée.

2/ étude d'une boucle fermée : suppression de la boucle ouverte par la création d'une boucle de refroidissement fermée. L'exploitant joint :

- le cahier des charges de consultation,
- une offre de la société AGP équipements de refroidissement,
- une note de calcul de la boucle,
- un devis de création de tuyauterie pour la mise en place d'une boucle fermée.

L'exploitant indique que le coût de l'investissement est d'environ 1,5M€ hors les frais de management de projet, les équipements de levage et la sécurité, les pertes d'exploitation pour l'arrêt des équipements. Il ajoute que le coût d'utilisation serait supérieur à l'existant s'il intègre la maintenance et la consommation électrique des équipements.

L'exploitant conclut qu'il ne projette pas la réalisation de cet investissement.

L'analyse des éléments transmis par l'exploitant fait en premier lieu apparaître que les documents transmis ne font pas l'objet d'explications ni d'interprétation. A titre d'exemple, les quantités d'eau prélevées sont présentées sous la forme de tableurs avec des données chiffrées sans interprétation ni commentaire permettant d'indiquer l'objectif de la fourniture de ces données.

NON-CONFORMITÉ : Les éléments transmis n'apparaissent pas contenir les informations prévues par l'arrêté préfectoral pour le diagnostic et apparaissent se limiter à rechercher à mettre en place un circuit de refroidissement en boucle fermée mais ne justifient pas que des solutions alternatives, qui ne supprimerait pas intégralement la consommation d'eau mais pourrait la réduire significativement, ont été recherchées.

A titre d'exemple, les échanges lors de la visite ont mis en évidence que les installations consomment jusqu'à environ 700 m³/j même lorsque les installations sont à l'arrêt ; l'analyse attendue doit s'attacher à rechercher des solutions technico-économiquement acceptables pour supprimer cette consommation d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter les éléments transmis en 2024 par un diagnostic comprenant l'ensemble des informations prévues à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 23/06/2023.

Il est également demandé à l'exploitant de compléter les éléments transmis en 2024 par des commentaires et des éléments d'interprétation permettant de mieux les appréhender.

Il est également demandé à l'exploitant de les compléter par la justification de la recherche d'autres solutions alternatives visant à réduire significativement les consommations d'eau des installations. Cette analyse comprendra les éléments prévus à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 23/06/2023, et justifiera les raisons technico-économiques pour lesquelles les solutions alternatives étudiées non retenues ne sont pas mises en place.

Enfin, il est précisé que les investissements peuvent être prévus de manière pluriannuelle, l'arrêté préfectoral prévoyant la possibilité pour l'exploitant de préciser ses engagements pour leur mise en œuvre via un échancier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois